

Sur les Gilets jaunes

épisode 04 / Racisme, nationalisme & Co ?

« Il faut méconnaître l'histoire des mouvements de contestation sociale pour ignorer qu'ils ont toujours abrité en leur sein des éléments pour le moins ambigus voire fascistes et en tous les cas peu conformes à « notre morale révolutionnaire » ! Mais ils n'apparaissent pas clairement dans le contexte d'hégémonie de la pensée « de gauche » d'alors qui n'est plus de mise maintenant. »¹

« Quarante ans de dépolitisation quasi ininterrompue et l'effacement du mouvement ouvrier organisé ont laissé derrière eux un champ de ruines politique, social et culturel dont on ne mesure l'étendue du désastre que lorsque la vie collective tente de reprendre ses droits. »²

« Il arrive même à nous insulter : "Gaulois réfractaires", qu'est-ce que ça veut dire ? Et l'autre fois, il a dit qu'on était des... poujadistes. J'ai été voir dans le dico, mais c'est qui ce blaireau pour nous insulter comme ça ?! »³

Dès le 17 novembre, le gouvernement, les médias et les représentants d'une bourgeoisie (intellectuels et artistes compris⁴) effrayée par l'irruption de gueux dans la rue entament une campagne de disqualification du mouvement des Gilets jaunes qui se trouve accusé tout à la fois d'être d'extrême droite, nazi, sexiste, homophobe, raciste et antisémite. Des « *séditieux manipulés par Marine Le Pen* » selon Christophe Castaner, la « *peste brune* » selon Gérald Darmanin. Cette campagne, relayée durant les premiers jours de la mobilisation par une partie des militants et organisations d'extrême gauche, s'appuie sur un tout petit nombre d'incidents survenus le premier samedi et qui sont, à cet effet, montés en épingle⁵.

-
- 1 OCL, « « Réflexions sur le mouvement des Gilets jaunes », *Courant alternatif*, n° 286, janvier 2019.
 - 2 « Rapide aperçu du mouvement des Gilets jaunes à Boulogne-sur-mer », lamouetteenragee.noblogs.org, 9 décembre 2018.
 - 3 Un chauffeur de bus Gilet jaunes. Manaud, Emuel Jardin, Manuel Riondé et Ellen Salvi, « À Toulouse, Reims et Paris... le ras-le-bol des "Gilets jaunes" », *mediapart.fr*, 17 novembre 2018.
 - 4 Certes, un collectif de professionnels de la culture finit par lancer un appel en faveur des Gilets jaunes, « Nous ne sommes pas dupes », où ils dénoncent la répression policière et affirment avoir décelé « *les ficelles usées à outrance pour discréditer les Gilets Jaunes, décrits comme des anti-écologistes, extrémistes, racistes, casseurs* ». Un appel qui est lancé... en mai 2019, soit *plus de six mois* après le début de la mobilisation ! On le comparera utilement avec les tweets et textes de Pamela Anderson des 3 et 4 décembre 2018 (« Yellow Vests and I », *pamelaandersonfoundation.org*).
 - 5 Quatre ou cinq incidents sur 3 000 points rassemblant peut-être un million de manifestants. L'accusation d'« islamophobie » a aussi circulé, pendant plusieurs jours, suite à un incident survenu le 17 novembre, dans l'Aisne : une automobiliste a été contrainte par trois ou quatre Gilets jaunes, d'enlever son voile pour passer un barrage ; mais, lorsque sur place l'information est connue (dans les instants qui suivent), les organisateurs du rassemblement présentent des excuses, condamnent l'incident et font même lever le blocage. La seconde partie de cette information n'est pas reprise par la presse nationale et les sites d'extrême gauche. Finalement, l'accusation d'« islamophobie » n'est pas été retenue, le pouvoir lui préférant celle d'antisémitisme, jugée plus efficace.

Du style Gilets jaunes

Ce n'est pas simple. Cela demande un effort. Dépasser un blocage viscéral. La manière, assez sommaire, dont s'auto-identifient les Gilets jaunes peut en effet rendre malade plus d'un militant d'extrême gauche ou anarchiste : le drapeau français, la *Marseillaise* et le mot de « peuple ». Revenons ici sur quelques symboles utilisés sur les ronds-points.

Notons tout d'abord que la présence dans les foyers français d'un aussi grand nombre de drapeaux tricolores s'explique par la coupe du monde de football de juillet 2018 (remportée par la France). Quant à la *Marseillaise*, si son premier couplet est aussi bien connu des prolétaires, c'est là encore à cause du foot, non pas à cause d'une Éducation nationale qui instillerait du nationalisme dans l'esprit des élèves, car nous ne sommes plus sous la III^e république. Et si, pour les plus radicaux militants antifascistes, ces éléments sont l'équivalent de symboles nazis⁶, ils ont, pour la plupart des habitants de l'Hexagone, un tout autre sens : ils sont une référence à cette Révolution Française qu'on évoque sommairement à l'école ; d'où le drapeau et la *Marseillaise*, mais aussi les bonnets phrygiens, les cahiers de doléances ou même parfois la guillotine. Des références qui, notons-le, ne sont pas celles que préfère l'extrême droite française. Des experts militants hors-sol se sont interrogés : pourquoi le choix de cet épisode historique plutôt que celui d'autres événements tels que la Commune de Paris ou la Révolution allemande de 1919 ? Tout simplement parce que les Gilets jaunes en ignorent l'existence ; la seule révolte d'ampleur que l'Éducation nationale ne peut occulter est bien la Révolution française⁷. Il n'est donc pas étonnant que les Gilets jaunes y puisent leur inspiration et leur sentiment de légitimité. C'est le « peuple » qui se soulève contre ses oppresseurs ; en 1789 contre les aristocrates, en 2018 contre les élites et les banquiers...

Du fait de l'apolitisme revendiqué, la mobilisation des Gilets jaunes se fait au départ à titre individuel, comme une collection d'individus qui cherchent une cohésion, donc des symboles qui rassemblent le plus grand nombre. C'est la fonction du drapeau tricolore (et de quelques drapeaux régionaux⁸) en lieu et place de ceux des organisations politiques qui matérialisent les divisions et sont donc exclus des ronds-points. Cela contribue sans doute à l'important soutien dont bénéficie le mouvement auprès de la population.

La révolte des Gilets jaunes étant un mouvement de « citoyens » (qui votent, paient leurs impôts), il est donc, assez mécaniquement, un mouvement de « Français » car, dans ce pays, citoyenneté et nationalité vont de pair. En découle l'usage d'expressions, en définitive peu précises, telles que « *on est tous Français* » ou « *on est le peuple* » (plus rarement le « *on est le peuple français* »). Il n'est donc pas *par définition* exclu pour les nombreux descendants d'immigrés qui le constituent. Les Gilets jaunes sont en effet très loin de développer une conception *ethnique* du peuple français, conception par ailleurs étrangère aux principaux théoriciens de l'histoire du nationalisme française. Tout cela n'empêche pas non plus la participation de Gilets jaunes dont on apprend, au détour d'une discussion ou d'un passage au tribunal, qu'ils n'ont pas cette nationalité mais sont Italiens, Colombiens ou Marocains. Peu importe, on ne demande pas la carte d'identité des Gilets jaunes à l'entrée d'un rond-point ou d'une manifestation. Quant à l'expression « Gaulois réfractaire », écrite sur certaines chasubles, elle relève d'abord du classique retournement du stigmaté – Macron avait ainsi qualifié ces Français qui refusent le « changement » –, elle est davantage un clin d'œil à René Goscinny qu'à Eric Zemmour.

6 Il ne faut pas oublier qu'au XX^e siècle, le PCF et la CGT n'ont pas hésité à associer les drapeaux rouge et tricolore. Quant à la *Marseillaise*, elle a longtemps été un chant révolutionnaire international.

7 La seule référence au mouvement ouvrier que font parfois les Gilets jaunes est un Mai 68 dont ils savent finalement bien peu de choses, qu'ils associent notamment aux affrontements avec la police, mais pas à la grève de 10 millions de travailleurs, encore moins à sa défaite finale. Quant à la Révolution russe de 1917, qu'en sait le commun des mortels, sinon qu'elle serait liée à une obscure « dictature » de type « communiste » ayant existé au XX^e siècle ?

8 Ceux-ci ont parfois été présentés à tort, y compris par des « experts », comme des emblèmes d'extrême droite. Les drapeaux bretons, basques, corses ou occitans se rencontrent aussi dans les manifestations « de gauche ».

On ne peut pourtant pas nier qu'une partie du style Gilets jaunes, au travers de son jargon, de ses concepts et références, témoigne de la persistance d'un *sentiment* vague et diffus de type *patriotique* qui, jusqu'à la fin du XX^e siècle, était d'une grande banalité mais qui, en ce début de XXI^e siècle paraît anachronique – certains militants d'extrême gauche, qui pensaient ce phénomène cantonné aux stades de foot, en sont choqués. Mais, face à la crise et aux attaques du capital, alors que les grands cadres sociétaux et communautaires qui les encadraient ont disparu depuis des décennies (PCF et Église catholique), les prolétaires atomisés se rattachent confusément à ce qu'ils peuvent, à ce qu'ils connaissent et qui leur semble avoir encore du sens... ici, en l'occurrence, un cadre administratif spécifique censé être protecteur (la France) et une identité assez floue qui y correspond (« Français »). On ne peut que le regretter, évidemment, sans pour autant sombrer dans le fantasme et voir dans chacune de ces « survivances » l'expression d'une *doctrine nationaliste* dont les Gilets jaunes sont très éloignés. Quel que soit le degré d'adhésion à ce que représentent des symboles comme le drapeau tricolore, c'est la *persistance* de ces références « patriotiques » tout au long du mouvement qui est inquiétante. On peut notamment l'expliquer par le fait que le mouvement des Gilets jaunes n'a pas connu de dépassement qui aurait pu les effacer : au contraire, une fois un seuil de mobilisation atteint, il est entré dans une très lente phase de décomposition peu propice à de tels éclaircissements⁹. Les prolétaires en lutte ne naissent pas spontanément internationalistes, ils le deviennent.

La « France Johnny Hallyday » ?

Dès le début de la mobilisation des Gilets jaunes, des commentateurs de tous bords, ont fait un rapprochement avec la foule qui s'était massée à Paris pour les obsèques de Johnny Hallyday, le 11 décembre 2017, et qui aurait rassemblé une France de « beaufs » et donc de « blancs ». Décrire ce mouvement comme étant celui de « blancs », c'est vouloir faire croire que les Gilets jaunes excluent ceux qui n'ont pas la bonne couleur de peau, qu'il est raciste – soit parce qu'il serait piloté par l'extrême droite, soit parce que, par essence, les prolétaires « blancs » seraient racistes. Le fait que l'une des initiatrices du mouvement, et l'une des trois leaders les plus respectés, soit d'origine martiniquaise devrait pourtant mettre la puce à l'oreille. La fréquentation de ronds-points ou les nombreuses images qui circulent sur le net montrent que ce n'est pas le cas, la « France de l'immigration » n'est pas *absente*¹⁰.

Certes, les zones de France qui, initialement, connaissent la plus forte mobilisation de Gilets jaunes, ne sont pas les grands centres urbains avec la plus forte proportion de populations issues d'une immigration extra-européenne, celle-ci est parfois très faible voire inexistante dans beaucoup de petites communes. De plus, si les prolétaires particulièrement soumis à la précarité connaissent une forte dépolitisation, celle-ci est accrue, pour diverses raisons et notamment de par leur marginalisation sociale, dans les populations issues d'une

9 « Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, dans les conditions choisies par eux, mais dans des conditions directement données et héritées du passé. La tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants. Et même quand ils semblent occupés à se transformer, eux et les choses, à créer quelque chose de tout à fait nouveau, c'est précisément à ces époques de crise révolutionnaire qu'ils évoquent craintivement les esprits du passé, qu'ils leur empruntent leurs noms, leurs mots d'ordre, leurs costumes, pour apparaître sur la nouvelle scène de l'histoire sous ce déguisement respectable et avec ce langage emprunté. [...] C'est ainsi que le débutant qui apprend une nouvelle langue la retraduit toujours en pensée dans sa langue maternelle, mais il ne réussit à s'assimiler l'esprit de cette nouvelle langue et à s'en servir librement que lorsqu'il arrive à la manier sans se rappeler sa langue maternelle, et qu'il parvient même à oublier complètement cette dernière. ». Karl Marx, *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte*.1852.

10 À ceux qui auraient des doutes, nous pourrions par exemple conseiller quelques youtubeurs « fachos » qui, enclins à prouver qu'ils ne sont pas racistes, montrent avec insistance que la « diversité » est aussi présente dans les groupes de militants et sympathisants d'extrême droite qui arborent la chasuble fluo (par exemple autour des « Incorruptibles Gilets Jaunes » début 2019).

immigration extra-européenne, d'où une présence moindre dans les mouvements sociaux classiques. Sans doute est-ce aussi le cas avec la révolte des Gilets jaunes, mais rien ne prouve que ce phénomène y soit plus ou moins fort. Les accusations de racisme largement véhiculées par les médias dans les premiers jours n'ont toutefois pas favorisé une telle mobilisation¹¹.

Par contre, y compris dans les régions à fort vote pour l'extrême-droite, peuvent « très bien » coexister sur un barrage des prolétaires « racistes » et d'autres issus par exemple de l'immigration maghrébine ou bien encore de la communauté gitane¹²... ce qui ne nous renseigne pas sur qui vote ou non pour le FN/RN. Les Gilets jaunes présentent généralement leur révolte comme apolitique, ou apartisane et la politique et les partis sont considérés comme divisant le peuple ; toute expression d'une adhésion partisane est généralement bannie des ronds-points. La question de savoir pour qui on a voté lors des dernières élections ne s'y pose pas, seuls les journalistes et les sociologues la posent. Pourtant, tout le monde sait que parmi les Gilets jaunes on trouve un grand nombre d'abstentionnistes, mais aussi beaucoup d'électeurs du FN/RN. Cela n'a rien de surprenant puisque les électeurs des classes populaires, notamment les ouvriers, placent en tête de leurs suffrages ce parti ; soit par adhésion aux grandes lignes de son programme, soit parce qu'il n'a jamais été au pouvoir, mais aussi – et cela est trop rarement souligné – par esprit de contradiction car, lorsque toutes les « élites » détestées, et pour l'occasion réunies, expliquent à longueur de média qu'il ne faut pas faire cela, cela donne à certains l'envie de le faire. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que, parmi les 11 millions de Français ayant voté Marine Le Pen en 2017, certains soient présents sur les ronds-points¹³. Est-ce si pénible à reconnaître ? Même les électeurs du FN/RN peuvent galérer à boucler leurs fins de mois, même les « racistes » peuvent descendre dans la rue pour exiger plus de justice sociale. Mais, de toute façon, quiconque a participé à au moins une manifestation lors des divers mouvements sociaux de ces vingt dernières années a déjà manifesté avec des électeurs du FN... on en trouve en effet un nombre variable dans les grandes centrales syndicales, CGT comprise. Quant aux « racistes », il semble qu'on en découvre désormais dans toutes les organisations politiques¹⁴.

Les témoignages évoquant la mixité qu'on peut croiser sur certains ronds-points sont pourtant fréquents¹⁵. Tout peut y coexister, aussi bien un barbecue halal qu'un autre qui l'est moins (Rouen). Un Gilet jaune des Cévennes remarque que c'est « *un mouvement où [il n'a] jamais vu les blacks et les rebeux et les femmes mis à l'écart de la lutte ou considérés*

11 D'où cet exemple, dans une petite ville de province, d'habitants des « quartiers » souhaitant rejoindre le mouvement mais hésitant par crainte d'être mal reçus, et qu'un référent du rond-point le plus proche va rencontrer pour les rassurer.

12 Rappelons que c'est un membre de la « communauté des gens du voyage », le Gitan de Massy, qui est devenu, en janvier 2019, l'un des héros des Gilets jaunes. Cela devrait pour le moins intriguer ceux qui qualifient ce mouvement de nazi.

13 La carte de la mobilisation des Gilets jaunes ne correspond à aucun vote en particulier mais comprend celui du vote FN. Par contre, les villes riches, où elle est la plus faible, sont bien celles où le vote LREM est le plus élevé. Contrairement à ce que concluait par exemple Emmanuel Todd en 2013, on voit que ce n'est pas « *la faiblesse du FN [qui] permet la révolte* ». Cf. Emmanuel Todd, « Les bonnets rouges, une chance pour la France », *marianne.net*, 23 novembre 2013.

14 Y compris, paradoxalement – cela ne peut que surprendre un observateur non militant – au sein des plus radicales organisations d'extrême gauche, anarchistes et antiracistes où, depuis quelques années une chasse incessante leur est menée. Mais, dans ce cas, en dépit de recherches théoriques constantes, l'acceptation du terme « raciste » reste assez subjective.

15 « *Lorsqu'on parle du milieu rural aujourd'hui, on insiste souvent sur le racisme ambiant et on ne saurait nier qu'il en existe. Reste que les groupes d'amis réunissent souvent des non-blancs et des blancs, même lorsque parfois ces derniers se disent favorables à l'extrême droite... C'est l'une des contradictions apparentes entre les opinions politiques et les sociabilités concrètes où l'on trouve de l'entraide.* » « Qui sont et que veulent les « Gilets jaunes » ? Entretien avec Benoît Coquard », 23 novembre 2018, <http://www.contretemps.eu/sociologie-gilets-jaunes/>

comme autre chose que des Gilets jaunes »¹⁶. Un Gilet jaune ardéchois explique : « Je suis descendu de ma montagne, parce que dans ma ville c'était la première fois qu'il y avait ensemble les Arabes, les Gitans, les Français, des gens du RN, des gens de la FI, des communistes. »¹⁷. Il y a bien participation de prolétaires issus d'une immigration extra-européenne, mais pas en tant que membre ou représentant d'un groupe spécifique séparé ou d'une « minorité », de « banlieue » ou autre, mais à titre individuel, sans mettre en avant de singularité, en tant que travailleur, « citoyen » et/ou « Français » (quelle que soit par ailleurs, on le rappelle, leur nationalité administrative).

Nous ne parlons évidemment pas ici des *militants* politiques d'organisations qui prétendent *représenter* les « quartiers populaires » – que tel ou tel groupe au discours identitaire ait décidé de « s'allier » aux Gilets jaunes n'a d'ailleurs pas d'impact sur le terrain, sur les conditions de la lutte. L'idée d'une « convergence des luttes » entre Gilets jaunes et « banlieues », jugée par certains impossible et qui, pour d'autres, serait le summum de la radicalité, ne tient pas car elle présuppose une irréaliste segmentation du prolétariat en catégories étanches¹⁸. Ce type de discours se fait de plus en plus entendre à partir du début de l'année 2019, à mesure que le mouvement s'étirole et que les organisations d'extrême gauche y sont plus présentes et influentes (sans que d'ailleurs la « diversité » ne s'en trouve accrue). Les principales figures des Gilets jaunes se rapprochent de ces groupes (qui au départ pointaient l'accointance de ces leaders avec l'extrême droite). On les voit alors lancer des appels à la solidarité avec les « quartiers populaires », notamment en mars après la mort de deux jeunes, tués à Grenoble suite à une course poursuite avec la police, qui déclenche trois nuits d'émeute.

Militants et organisations

L'implication des *militants* d'extrême droite dans le mouvement doit être, en partie, différenciée de celle des électeurs lambda du FN/RN. Ceux qui, à gauche, ont une vision caricaturale de ces militants et croient qu'ils sont tous, par essence, pro-flics, pro-MEDEF, pro-État, pro-totalitarisme et pro-capitalisme, se trompent quelque peu et ne peuvent que difficilement comprendre l'engouement de ce courant politique pour le mouvement des Gilets jaunes, sauf à n'y voir que l'« infiltration » militante de « fascistes »¹⁹. En fait, tout comme à l'extrême gauche, la révolte des Gilets jaunes a été l'objet de débats et d'interrogations au sein des différents groupes et entre les personnalités d'extrême droite (notamment sur la question de la légalité, de l'État ou des forces de l'ordre) mais, malgré des divergences, le soutien au mouvement a été quasi unanime et, surtout, très précoce.

Avant même le 17 novembre, diverses organisations, en particulier le RN et DLF mais aussi de nombreux groupes plus confidentiels, ont appelé à rejoindre le mouvement des Gilets jaunes. Davantage que les « réformistes » (réacs, « droitards » ou « nationaux » auxquels se rattachent le RN et même désormais les Identitaires), ce sont sans doute les « révolutionnaires » (fascistes, nationalistes-révolutionnaires, monarchistes ou soraliens) qui y sont les plus à l'aise ; percevant dans ce mouvement un mélange de social et de national explosif et prometteur, ils sont particulièrement enthousiastes. Si quelques-uns

16 Commentaire de Robin, Gilet jaune dans les Cévennes, sur dndf.org.

17 Cité par François Ruffin dans le journal de *France culture*, 4 avril 2019.

18 Les promoteurs d'une telle vision, sont généralement des militants qui prétendent représenter une section de population « en lutte » spécifique ; ils cherchent dès lors à nouer des alliances avec d'autres militants aux prétentions similaires. Sur cette question voir Nedjib Sidi Moussa, « Gilets jaunes et banlieues françaises : une convergence impossible ? », *middleeasteye.net*, 19 janvier 2019.

19 À noter que le qualificatif d'« extrême droite » étant utilisé de manière de plus en plus extensive, lorsque l'État et les médias évoquent spécifiquement les militants de ce courant, ils utilisent désormais l'expression « ultra-droite ». De la même manière le terme « fasciste », particulièrement usé et démonétisé (quasi synonyme de « méchant »), cède de plus en plus la place à « nazi ».

regrettent l'absence de la « *bourgeoisie patriote* », conservatrice et catholique, qui s'était mobilisée contre le mariage homosexuel – dont la sociologie est bien éloignée de celle des Gilets jaunes, et qui a en partie voté Macron – d'autres, à l'instar du théoricien de la Nouvelle droite, Alain de Benoist, s'en moquent car « *on ne fait pas la révolution avec des gens bien élevés* ».

Pourtant, contrairement à leurs homologues de l'autre bord, beaucoup de militants d'extrême droite n'ont pas eu besoin de *rejoindre* le mouvement, mais en ont été partie prenante dès le premier jour, et ils s'y sont sentis très en phase. En effet, ni la *Marseillaise*, ni le drapeau tricolore, ni le vocabulaire ou l'humour des Gilets jaunes non militants (politiquement peu corrects), ne les irritent. Cette participation se fait en province, au départ, à titre individuel là où ils vivent et s'inscrivent dans des réseaux familiaux, amicaux, associatifs ou sportifs – et sans afficher ouvertement leur appartenance, sans débarquer avec un discours militant formaté. Cela s'explique avant tout par le très petit nombre de *militants* d'extrême droite sur le territoire de cette « France périphérique » et par leurs divisions organisationnelles et idéologiques²⁰ ; une faiblesse militante qui vaut aussi pour le FN/RN. Mais, si on les trouve, individuellement ou en petits groupes, en première ligne lors des premiers affrontements entre Gilets jaunes et forces de l'ordre, que ce soit à Paris ou en province, leur poids reste très marginal. Parfois, autour d'une grande ville, un groupe d'extrême-droite organisé peut être influent sur l'un des ronds-points qui la ceinturent (Angers, Montpellier), mais cela ne va pas au-delà.

Mais qu'est-ce qui explique qu'ils se sentent légitimes à y participer ? Sans doute, en premier lieu, le caractère spontané et auto-organisé du mouvement, son refus de tout encadrement syndical qui est vu d'un très bon d'œil : un cas archétypal de l'opposition entre « pays réel » et « pays légal », celui d'un mouvement réel (qui n'abolit pas encore, il est vrai, l'état actuel des choses) par rapport aux mouvements légaux et spectaculaires du passé ; ensuite le fait qu'il ne s'affiche pas comme un mouvement de gauche. La question postule toutefois un désintéret des nationalistes pour les questions sociales qui, théoriquement et historiquement, n'est pas toujours juste²¹. Il faut, pour comprendre, inverser la question : qu'est-ce qui fait que, habituellement, ils ne participent pas à des mouvements sociaux ? Tout simplement parce que cela ne leur est physiquement pas possible. Dans un mouvement classique, un groupe identifié comme « fasciste », est aussitôt expulsé *manu militari* par les militants d'extrême gauche présents, avec le soutien ou l'approbation molle de tous ; c'est ce qu'on a pu voir dans plusieurs ZAD ces dernières années. Or, dans la mobilisation des Gilets jaunes, cette hégémonie politique de gauche, et antifasciste, est absente²². Sur un rond-point, c'est celui qui veut expulser un Gilet jaune pour ces opinions politiques « fascistes » qui sème la discorde, introduit des questions partidaires, et risque d'être viré. L'important n'est pas ce que pense tel ou tel Gilets jaunes « en dehors », mais ce qu'il fait et dit lorsqu'il arbore sa chasuble fluo. Individuellement, le militant de l'Action française (AF) est placé au même niveau que celui du NPA.

Les groupes et organisations n'interviennent donc pas en tant que tels. Si le RN apporte son soutien aux Gilets jaunes, il reste en retrait, prudent et globalement discret ; c'est la seule manière pour lui d'éventuellement en tirer quelques fruits, mais l'orientation xénophobe et

20 Dans le cadre de la commission d'enquête parlementaire sur « *la lutte contre les groupuscules d'extrême droite* », l'historien Nicolas Lebourg signalait, le 30 janvier 2019, que le nombre de militants de ce courant est évalué par les services de renseignement à environ 2 000 à 3 000 ; un nombre qui, malgré l'augmentation de la population, est constant depuis des décennies. Jean-Yves Camus évoque lui tout au plus 200 à 300 militants sur Paris.

21 On peut le reconnaître et, par ailleurs, juger qu'ils se trompent, trompent les travailleurs et les déroutent de justes combats, font « des cartes », ou sont massivement financés par le MEDEF.

22 Toutefois, bien que les groupes antifas soient particulièrement virulents, on peut se demander si cette hégémonie « antifasciste » n'est pas en train de se réduire. Le fait que, durant le mouvement contre la loi Travail, des militants et banderoles de l'Union populaire républicaine (UPR) aient été acceptées dans plusieurs cortèges en est peut-être un signe (l'UPR, dirigée par un ancien proche de Charles Pasqua, est une organisation d'extrême droite souverainiste).

droitière et du parti (après le départ de Florian Philippot) le place en décalage avec les demandes des Gilets jaunes. Il ne dispose de toute façon pas des forces militantes nécessaires pour peser sur un tel mouvement, encore moins pour l'encadrer. Une plus grande implication du parti ne serait d'ailleurs sans doute pas bien accueillie par les Gilets jaunes.

Après une période de flottement, les groupuscules, plus activistes et « révolutionnaires », tentent eux de regrouper leurs forces dans les grandes villes (Paris ou Lyon), en premier lieu pour le combat de rue contre les forces de l'ordre et les militants adverses ; c'est le cas des Zouaves qui, dans la capitale, tentent de chasser les militants d'extrême gauche des manifestations mais ne rencontrent pas le soutien des Gilets jaunes. Certains groupes espèrent aussi « aiguillonner » le mouvement des Gilets jaunes qu'ils voient comme populaire et « patriote » mais, vu leur faiblesse, cela relève davantage de la gesticulation politique, entre le vœu pieux et l'auto-persuasion. C'est par exemple le cas du meeting, à la tonalité antisémite certaine, qui le 19 janvier à Rungis²³ réunit devant plusieurs centaines de personnes des orateurs du PNF, d'Égalité et Réconciliation, de *Rivarol* et des dissidents de l'AF ; l'intitulé de la rencontre est « *Gilets jaunes, la révolution qui vient* ».

Quid de l'alliance rouges-bruns dont se repaissent le gouvernement et les médias ? Dans les premières semaines on a ainsi pu voir, dans les petites villes de province des militants des deux extrêmes se croiser sur tel rond-point, ou dans telle émeute, sans autres conséquences que des regards torves (les envies de se taper dessus ne manquent pas mais les circonstances ne s'y prêtent guère). Ce n'est peut-être qu'autour d'Eric Hazan qu'on se félicite d'une telle cohabitation dans les affrontements avec la police ; celui-ci, déclare que « *le fait que l'extrême droite soit présente dans cette violence en défrise pas mal. Mais moi, ça ne me gêne pas. [...] Parce que les ennemis de mes ennemis ne sont pas vraiment des amis, mais un peu quand même.* »²⁴

Devant la confusion ambiante, un proche de Soral, Hervé Ryssen, a un temps appelé de ses vœux, dans une vidéo, à une convergence avec les militants d'extrême gauche pour mettre à bas le régime. Bien qu'il n'y ait probablement pas cru, il marque un point en terme de communication avec cette posture rassembleuse qui correspond davantage à « l'esprit » Gilets jaunes que celle de ses adversaires qui souhaitent *exclure* les « fachos ». Mais, début 2019, nombre de militants d'extrême droite sont dépités devant l'influence grandissante de l'extrême gauche qui commence à les expulser des cortèges de Gilets jaunes et à donner une autre couleur au mouvement. D'où l'idée avancée par certains de renouer avec « *l'esprit originel* » des Gilets jaunes et d'appeler à des rendez-vous spécifiques. C'est le cas à partir de février à Paris avec les « Incorruptibles Gilets jaunes » qui se retrouvent place de l'Étoile autour du mot d'ordre « *moins d'impôt, plus de démocratie* ». L'objectif est aussi de rassembler leurs forces et leurs sympathisants contre les actions des antifas, mais ce type d'initiative pâtit des divisions entre courants politiques. En fait, les divers groupuscules d'extrême droite et leurs militants n'arrivent pas à influencer sur le mouvement, si ce n'est très localement et marginalement. Alors qu'un boulevard semblait s'ouvrir devant eux, ils subissent en définitive une cuisante défaite politique ; la question de l'immigration est de ce point de vue emblématique.

23 Toujours à Rungis, les tenants d'une extrême droite plus « droitière » et réformiste organisent, le 17 mars 2019, des « *Assises des Gilets jaunes* » prétendant représenter les Gilets jaunes « *authentiques* » dans une optique antifiscaliste, anti-islam et anti-immigration. Une réunion organisée à l'initiative de Riposte laïque et de Résistance républicaine qui n'a pour effet que de convaincre quelques militants convaincus.

24 Joseph Confavreux, « Eric Hazan "Paris n'est pas un acteur, mais un champ de bataille" », 7 décembre 2018, *mediapart.fr*.

Migrants et immigration

Le 20 novembre, à Flixecourt dans la Somme, alors qu'un camion-citerne est arrêté à un barrage de Gilets jaunes, des bruits proviennent de la cuve. On comprend que des migrants sont cachés à l'intérieur ; les Gilets jaunes appellent la gendarmerie et un certain nombre d'entre eux se félicitent de cette « interpellation ». Ceux qui les considèrent comme des beaufs blancs, fachos et racistes, trouvent ici de quoi valider leurs a priori. Très peu de temps après, l'annonce de la signature du pacte dit de Marrakech relatif aux migrations entraîne une forte mobilisation des militants d'extrême droite sur les réseaux sociaux ; les informations relatives à ce pacte sont comme beaucoup d'autres (plus ou moins complotistes par ailleurs) relayées sur les pages Facebook de Gilets jaunes. Après l'Acte IV (8 décembre), circule une photo de la manifestation lyonnaise des Gilets jaunes qui montre, en tête de cortège, une banderole où est inscrit « *Marrakech, c'est non!* ». La cause semble donc entendue, les Gilets jaunes sont contre les migrants, donc ils sont racistes. Cette fameuse banderole, apportée par un groupe d'extrême droite, n'est pourtant restée en place que quelques minutes...

Quel est le discours des Gilets jaunes sur les « migrants » ou, plus globalement, sur l'immigration ? On sait qu'il n'existe pas de porte-parole officiel ou de centralisation des revendications. Fin novembre, sur la liste d'une quarantaine de revendications qui circule²⁵ plusieurs points concernent l'immigration. On l'a déjà dit, on ne sait trop comment cette compilation a été établie et quelle est sa valeur, mais beaucoup de commentateurs s'y réfèrent car c'est l'une des très rares fois où la question de l'immigration est abordée. On peut y lire les demandes suivantes :

*« Que les causes des migrations forcées soient traitées.
Que les demandeurs d'asile soient bien traités. Nous leur devons le logement, la sécurité, l'alimentation ainsi que l'éducation pour les mineurs. Travailler avec l'ONU pour que des camps d'accueil soient ouverts dans de nombreux pays du monde, dans l'attente du résultat de la demande d'asile.
Que les déboutés du droit d'asile soient reconduits dans leur pays d'origine.
Qu'une réelle politique d'intégration soit mise en œuvre. Vivre en France implique de devenir français (cours de langue française, cours d'Histoire de France et cours d'éducation civique avec une certification à la fin du parcours). »*

Ces quelques lignes ont été abusivement résumées par les détracteurs des Gilets jaunes par « l'expulsion des migrants » voire de celle « des immigrés ». Sur l'accueil et l'expulsion des migrants, il n'est ici demandé que l'application de l'actuelle législation ; on peut trouver cela injuste mais il faut reconnaître que ce type de « revendication » est assez éloigné des programmes des organisations d'extrême droite et peut se retrouver dans le programme de divers partis²⁶. À noter qu'on trouve aussi dans cette liste la demande de la fin du dispositif dit de travail détaché.

Ses demandes sont-elles représentatives ou non des revendications des Gilets jaunes ? On ne peut y répondre puisque ces quelques lignes sont exceptionnelles ; car la question de l'immigration n'est pas publiquement abordée par les Gilets jaunes. Elle reste, tout au long

25 « Zéro SDF, retraites, salaire maximum... Découvrez la liste des revendications des "Gilets jaunes" », *francetvinfo.fr*, 29 novembre 2018.

26 Quant à l'idée de *l'intégration* des immigrés (« *devenir français* »), généralement opposée à celle du « multiculturalisme », il s'agit en fait de politiques *étatiques* de gestion de l'immigration. Il nous semble illusoire de chercher à déterminer laquelle des deux serait la plus « raciste ». Nous avons longuement évoqué cette question dans l'article « Race et nouvelle droite », mars 2018 sur *ddt21.noblogs.org*.

du mouvement, particulièrement *marginale*.

Si, début décembre, quelques incidents mis bout à bout²⁷ ont pu laisser craindre que le mouvement ne prenne une orientation anti-immigration, voire anti-immigrés, cela n'a pas été le cas. Cette hypothèse ne relève pas de la politique-fiction puisqu'on l'a rencontré récemment en Guyane en 2017 ou à Mayotte en 2018²⁸. Il est pourtant probable que de très nombreux Gilets jaunes souhaitent *l'arrêt* de l'immigration, trouvent qu'il y a *trop* d'étrangers en France ou, du moins, sont « préoccupés » par cette question... comme un très grand nombre de Français (quelles que soient d'ailleurs leurs origines), si du moins l'on en croit discussions de bistrot, études, sondages et résultats électoraux. Le refus de l'immigration n'est pas inscrit dans une mauvaise nature humaine ; il peut surgir quand les conditions de concurrence entre prolétaires s'exacerbent, s'accroître en période de crise, y compris chez les travailleurs eux-mêmes issus de précédentes vagues d'immigration. Il ne s'agit donc pas d'un sentiment de « rejet de l'autre », immoral, qu'une dose d'éducation (nationale, civique ou militante) contribuerait à corriger.

Certains lecteurs trouveront peut-être que cette vision étrangement « pessimiste » alors que, par ailleurs, nous décrivons des ronds-points où les descendants d'immigrés sont les bienvenus. Mais ces derniers ne sont justement pas, ou plus, des « étrangers ». Dès lors, englober sous le terme de « racisme » des notions comme xénophobie, patriotisme ou le nationalisme, ne nous aide pas à y voir plus clair. Nous ne croyons par exemple pas que les descendants d'immigrés soient, comme par essence, plus enclins que les autres à l'accueil de nouveaux arrivants. Le proverbe n'énonce pas fortuitement que, « *en France, le dernier arrivé ferme la porte* ».

L'immigration est, dans cette société, une question par excellence polémique. Sur les ronds-points, elle ne pourrait qu'entraîner de vifs débats, des divisions, du « politique » et, de ce fait, elle est esquivée par les Gilets jaunes²⁹. Sur Le Média, web-TV proche de la FI, un Gilet jaune de Commercy l'énonce ouvertement d'autant que, il l'explique, son groupe comprend aussi bien des personnes issues de l'immigration qu'un skinhead nationaliste³⁰. Les médias n'interrogent qu'exceptionnellement les Gilets jaunes sur l'absence de la question migratoire, et ce n'est que sur une web-TV d'extrême droite qu'un porte-parole est sommé de s'en expliquer : « *je n'ai pas entendu parler de la problématique de l'immigration [sur les ronds-points de Rouen]. La force du mouvement est justement d'avoir fédéré, au-delà des clivages partisans, sur un socle commun de revendications. Et nous savons fort bien que l'immigration est quelque chose de clivant, en particulier parce que les médias traditionnels traitent ces questions toujours de la même manière, c'est-à-dire sans nuance et de manière binaire – on est pour ou contre – il n'y a jamais d'entre-deux et donc je pense que, pour conserver la force du mouvement, il faut continuer de se fédérer sur ce qui fait consensus, et nous verrons les autres sujets après. [...]* Nous pourrions alors, une fois que les frigos seront remplis, discuter pour savoir comment nous traiterons notamment la

27 Il y a aussi, moins médiatisés mais plus problématiques, des cas particulièrement exceptionnels comme cette boîte de BTP à Brionne, dans l'Eure, bloquée le 24 novembre par des Gilets jaunes car elle emploierait des travailleurs migrants ou roumains. Quant aux comportements parfois discriminants à l'égard de camions immatriculés Europe de l'Est (non spécifiques à ce mouvement), ils semblent assez anecdotiques rapportés au nombre de ronds-points occupés. De plus cela ne relève pas des mêmes mécanismes ; on ne vérifie d'ailleurs pas la nationalité des camionneurs, on remarque celle de son entreprise.

28 L'orientation anti-immigrés de ces grèves et mobilisations, alors qu'elles se déroulent dans des territoires d'outre-mer, explique sans doute que, rapidement, l'attention de la plupart des commentateurs d'extrême gauche, s'en est détournée. Sur cette question voir l'article « Révolte en Guyane : la possibilité d'une île ? », *Spasme*, n° 13, été 2017, p. 28-40 et, sur Mayotte, les articles publiés par *Courant alternatif*, d'avril à juin 2018.

29 D'où aussi, sans doute dans une moindre mesure, le peu de références au Frexit ou de critiques de l'UE trop connotées. Le livre de François-Bernard Huyghe, Xavier Desmaison et Damien Liccia, *Dans la tête des Gilets jaunes* (V.A., 2018, 130 p.) montre aussi que sur Facebook et Twitter, les thèmes de l'immigration et de l'UE sont peu évoqués.

30 « Gilets jaunes : comment faire plier macron ? », émission Vraiment politique sur *Le Média*, 31 janv. 2019.

question de l'immigration. »³¹ Évoquons aussi « Le Vrai débat », une initiative lancée en janvier par des Gilets jaunes peu suspects de progressisme ; présentée comme une « consultation citoyenne » sans interdit, devant concurrencer le site du Grand débat de Macron, elle a pris beaucoup d'ampleur avec notamment un million de votes. On remarque tout d'abord que le site ne comporte pas de catégorie spécifique « immigration » ; l'analyse des réponses et contributions montre quant à elle que le refus de l'immigration y est très minoritaire³².

Le refus d'aborder une question jugée trop clivante est-il la seule explication possible à son absence ? On peut aussi se demander s'il n'y a pas aussi une sorte de « pudeur » de la part des Gilets jaunes, une conscience que ce sont des choses « qui ne se disent pas » ; des bribes de politiquement correct, intégrées, qui visent à ne pas décrédibiliser le mouvement. Trente années d'antiracisme d'État ont au moins eu pour effet de faire comprendre à tous que *l'expression* du racisme est quelque chose d'inadmissible.

Ce constat peut sembler peu reluisant, mais il démontre toutefois la défaite des organisations d'extrême droite qui n'ont pas su et pu influencer sur le mouvement et, en particulier, y faire émerger ce qui est pour eux la question fondamentale, la question migratoire ; elles-mêmes le reconnaissent amèrement. Au contraire, avec l'influence croissante de l'extrême gauche liée à la décrue du mouvement, le thème de l'immigration refait parfois timidement surface dans une optique généreuse et bienveillante. La dénonciation des migrants cachés dans le camion-citerne est loin d'avoir fait l'unanimité chez les Gilets jaunes, pas tellement sur le fond que sur l'image regrettable que cet incident donne du mouvement. On aurait d'ailleurs tout aussi bien pu débiter ce chapitre par l'évocation de l'AG des Gilets jaunes de Caen qui, le 21 décembre, est accueillie dans un squat de migrants. Quelle que soit la manière dont on explique l'absence de la question migratoire, cela montre que la question n'est pas considérée par les Gilets jaunes comme prioritaire ou centrale. Pour le dire autrement, ils ne considèrent pas que la cause de leur souffrance/pauvreté, ce sont les immigrés – quoi qu'ils en pensent par ailleurs –, mais bien Macron et les banques. Le mouvement des Gilets jaunes, malgré tous ses défauts, n'unifie pas les pauvres contre les plus pauvres, mais bien contre les riches ; il ne vise pas les plus faibles, mais les puissants.

Cela nous permet d'évoquer une dernière hypothèse qui, de prime abord, peut sembler abracadabrante mais qui mérite d'être posée (nous ne la développerons pas ici davantage) : et si, fondamentalement, les Français n'étaient pas « racistes » ? Et, encore moins, lorsqu'ils sont prolétaires *et* en lutte³³ ?

Une révolte identitaire ?

Des analystes de droite et d'extrême droite voient aussi dans la crise des Gilets jaunes l'expression d'une crise identitaire, la révélation de ce qu'ils croient avoir décelé dans les travaux de Guilly : l'amorce d'un communautarisme de ceux qu'ils nomment les « Français de souche » et, plus particulièrement, des plus pauvres d'entre eux, les « petits Blancs » (équivalent du *white trash* étasunien)³⁴, en opposition à la France des bobos et, à côté de (ou contre) celle des banlieues. Une révolte qui, « divine surprise », exprimerait, enfin, le

31 « François Boulo : l'avocat des Gilets Jaunes sans filtre sur TVL », *TVLibertés*, 18 mars 2019.

32 Zoé Boiron, « Le "vrai débat" des "Gilets jaunes" : le RIC supprime toutes les revendications », *lefigaro.fr*, 29 mars 2019.

33 Des études menées par des universitaires sur l'utilisation de Facebook par les Gilets jaunes ont d'ailleurs montré une « très faible occurrence du vocabulaire raciste ». Cf. Olivier Ertzscheid, « De l'algorithme des pauvres gens à l'Internet des familles modestes » in Collectif, *Le Fond de l'air est jaune. Comprendre une révolte inédite*, Paris, Seuil, 2019, p. 137.

34 *L'Express* consacre en février 2019 un dossier (dédié aux Gilets jaunes) et une couverture intitulés « *Nous, les petits Blancs* ».

désarroi d'une population en butte aux difficultés économiques et à cette « insécurité culturelle » théorisée par le vallsiste Laurent Bouvet.

Si l'on ne s'arrête pas aux drapeaux (nous en avons déjà parlé), il est évident que cet aspect ne s'exprime pas dans le mouvement des Gilets jaunes, ou alors de manière marginale – le rond-point de telle vallée ou de tel bled a « mauvaise réputation » –, cela ne le caractérise pas, ni dans ses discours ni dans ses pratiques. De plus, on l'a vu, si la révolte a un caractère « français », c'est bien *quelles que soient ses origines...* Cette révolte n'est pas, n'en déplaise aux racistes qui n'y ont vu que des « blancs », le mouvement d'une ethnie particulière, mais bien celui d'une classe³⁵. L'Autre, détesté par le Gilet jaune, n'est pas le « Musulman » mais bien l'« ultra-riche » ; la question sociale s'impose (certes maladroitement) face aux questions identitaires à la mode, elle les efface par son écrasante centralité. Si les questions culturelles sont abordées, c'est sous l'angle de la vie quotidienne, très présente dans les propos des Gilets jaunes. Et si leur mode de vie est en danger, ils ne dénoncent pas une islamisation de la France mais bien les ravages du libéralisme (services publics qui ferment, délocalisations, etc.) : le monde que l'on exècre est celui où, désormais, il faut rémunérer le facteur pour qu'il s'arrête discuter cinq minutes avec les petits vieux.

Le mode de production capitaliste modèle le monde, y compris la vie quotidienne, mais toutes zones géographiques et couches de population n'en connaissent pas les effets de manière simultanée. D'où l'aspect « conservateur » du discours des Gilets jaunes, peut-être davantage que dans les mouvements précédents car il est, au départ, brut de décoffrage, sans filtre militant, et parce qu'il n'est pas identifié comme « de gauche ». Mais l'expression « c'était mieux avant » a-t-elle la même charge « réac » lorsque l'on parle de littérature et lorsque l'on décrit l'accueil à l'hôpital ?

Certes, beaucoup de Gilets jaunes ne voient pas d'un bon œil les frasques post-modernes et *queer-friendly* de Macron (la Fête de la musique 2018), mais ils les mettent au même niveau que le renouvellement de la vaisselle de l'Élysée (pour 500 000 €). Cela relève pour eux d'un autre mode de vie qu'ils associent grossièrement à ces « élites » détestées (où s'amalgament à la fois le trader et l'universitaire de gauche) et, par une extension, à l'ensemble des « bobos »³⁶. Par opposition, on associe davantage les Gilets jaunes, et donc les prolétaires, à ce qu'il est désormais convenu d'appeler des « valeurs traditionnelles » comme par exemple la famille. Mentalités et pratiques culturelles semblent séparées par un fossé. Est-ce caricaturer que de dire que beaucoup de Gilets jaunes se félicitent du soutien de Patrick Sébastien et se moquent de celui d'un Frédéric Lordon dont ils ignorent l'existence ?³⁷ Tout cela n'est que le reflet d'une société dans laquelle la distinction de classes est de plus en plus flagrante, car le temps où l'on pouvait *croire* que tout un chacun appartenait à une immense et confortable classe moyenne est révolu. La lutte des classes s'inscrit à nouveau de manière visible et violente dans la chair comme dans la pierre. Que l'on pense par exemple aux processus de gentrification à l'œuvre dans de nombreuses villes de France et l'on comprend le plaisir que peut procurer à certains prolétaires le saccage d'un centre-ville bourgeois un samedi après-midi (nous y reviendrons). Sans que les mots ne soient prononcés, c'est la vieille contradiction capital/travail qui perce à nouveau. Nous sommes donc bien loin d'une révolte nationale et identitaire.

On se démarque ou pas ?

Il faut tout d'abord se rendre compte que la plupart des Gilets jaunes n'ont pas une culture politique très développée, encore moins « de gauche », et qu'ils n'ont pas non plus bénéficié

35 Nuit Debout était-il l'expression d'une ethnie ou de la petite classe moyenne cultivée ?

36 « Il suffit d'avoir passé quelques heures dans les manifestations presque exclusivement composées de provinciaux pour comprendre que, pour beaucoup, Parisien, « bobo » et exploiteur sont trois concepts très proches. » François-Bernard Huyghe, *op. cit.*, p. 7.

37 Serge Halimi évoque dans *Le Monde diplomatique* « un mouvement aussi culturellement étranger à la plupart de ceux qui font ce journal et de ceux qui le lisent ». Serge Halimi, « Quand tout remonte à la surface », *Le Monde diplomatique*, janvier 2019.

d'une formation anti-fasciste de base. Ils ne peuvent donc pas, du premier regard, distinguer un skin nazi d'un autre qui est communiste, identifier tel sweat « chelou » ou tel badge d'un groupuscule d'extrême droite dont ils ignorent l'existence. Si l'on excepte les militants, quel pourcentage de la population sait, par exemple, que la croix celtique est aussi un symbole d'extrême droite ?

Dans les premières semaines, les Gilets jaunes cherchent fréquemment à se démarquer des accusations d'accointance avec l'extrême droite ou de racisme en se présentant comme ouverts à tous, citoyens et apolitiques. Et ils y veillent. Mais, si certains militants d'extrême droite sont chassés de ronds-points, c'est parce qu'ils s'y comportent en militants (et leurs homologues d'extrême gauche ont pu subir le même sort)³⁸. Si d'anciens responsables ou élus du FN ont été virés de postes de porte-parole ou de référents lorsqu'ils ont été reconnus, ce n'est pas pour leurs positions politiques, mais parce que leur présence portait préjudice à l'image du mouvement ou que l'on soupçonnait une tentative de récupération. Si des racistes, démonstratifs, sont parfois expulsés des ronds-points, c'est au même titre qu'un Gilet jaune alcoolique pénible et dangereux.

En fait, tout le monde est accepté parmi les Gilets jaunes, quelles que soient, par ailleurs, ses opinions, tant qu'il ne fait pas de prosélytisme politique sur le rond-point, tant qu'il ne présente pas un risque de division (ce qui peut être sujet à diverses appréciations). Ce qui compte, c'est ce qu'il fait et dit lorsqu'il porte son gilet. Qu'importe ce qu'il a pu *liker* sur son Facebook durant les trois années précédentes... sauf si c'est un porte-parole dont la réputation porterait ombrage au mouvement : c'est par exemple le cas de Christophe Chalengeon, fantasque leader autoproclamé des Gilets jaunes de Vaucluse, déconsidéré localement pour d'anciens posts anti-islam et pour des accusations d'escroquerie.

Que faire, se demandent les militants ? Dans les grandes villes, les « fachos » repérés sont chassés *manu militari* des cortèges, ce qui suscite fréquemment l'incompréhension des autres Gilets jaunes, voire leur animosité – ce sont parfois des groupes antifas qui ont dû quitter les cortèges³⁹. Mais avons-nous à faire à un mouvement confus qu'il s'agirait de remettre sur le bon chemin ? Est-ce que l'orientation que va prendre le mouvement dépend réellement de l'action – extérieure – des militants ?

Si, au fil des semaines, l'extrême gauche est de plus en plus présente et son influence de plus en plus sensible, elle n'arrive qu'avec peine à imposer ses pratiques et son discours. On en trouve une illustration lors de la première assemblée des assemblées de Commercy : alors que quelques heures plus tôt, un groupe de Gilets jaunes d'extrême droite a attaqué le cortège du NPA au sein de la manifestation parisienne, une déléguée propose de « *prendre position vis-à-vis de l'extrême droite* ». Mais d'autres lui répondent que « *le mouvement est, et doit, rester sans étiquette* » et qu'il faut faire la distinction « *entre l'extrême droite et le groupe fasciste auteur de l'agression* »⁴⁰. Le texte adopté par l'assemblée ne mentionne finalement que des « *groupuscules violents* » sans plus de précisions. On est très loin, on le voit, du militantisme antifasciste contemporain et des pratiques politico-culturelles « de gauche ». Il est vrai que bon nombre de Gilets jaunes ont intégré la définition courante de « fasciste », synonyme de « très méchant » et, selon cette logique, on ne peut en trouver parmi les Gilets jaunes qui luttent pour davantage de démocratie et de justice sociale ; les « fascistes » sont en face, du côté de Macron, de son mépris pour la démocratie, de sa police qui réprime les citoyens, des banques, etc. Certains militants découvrent que les critères de bien et de mal sont très relatifs, et qu'une analyse politique qui s'y appuie n'est valable que dans un milieu *ad hoc*. Sur les réseaux sociaux, les Gilets jaunes partagent des contenus

38 Le 17 novembre à Paris, Florian Philippot a été quelque peu chahuté à son arrivé sur un lieu de rassemblement de Gilets jaunes. À classer, au choix, dans la case « réaction antifasciste » ou dans « agression homophobe ».

39 Beaucoup de Gilets jaunes ne savent même pas que « antifa » est le diminutif d'« antifasciste », et les amalgament fréquemment avec les « casseurs » ou les « blacks blocs ». « *Et, en plus, ils parlent en Italien, là on comprend plus rien* » note, un brin amusé, un camarade qui fait allusion à un slogan antifa scandé dans cette langue.

40 « 2019, « année sans pareille » ? », *lundi.am*, 31 janvier 2019.

qu'ils apprécient sans, généralement, se soucier de leur origine qui peut, parfois, se situer dans la dite « fachosphère ».

Autre exemple avec Étienne Chouard qui, pour beaucoup de Gilets jaunes, est devenu une sorte de vieux sage. Il suffit d'écouter quelques minutes cet enseignant – qui s'acharne depuis des années à trouver la pierre philosophale de la meilleure/vraie démocratie, d'où le RIC – pour comprendre qu'il est, bien que sans doute très intelligent, d'une grande bêtise, d'une grande naïveté et d'un manque abyssal de culture politique (sauf en ce qui concerne l'histoire de la démocratie). Le fait qu'il ait pu, il y a quelques années, reconnaître dans les travaux de Soral une critique intéressante de la finance mondiale confirme ce constat. Mais, pour une partie de l'extrême gauche, c'est la preuve qu'il est, *ad vitam æternam*, nazi et que ses idées le sont également... par exemple la démocratie directe ou le RIC ! Ce type de « raisonnement » et de condamnation est totalement incompréhensible pour la plupart des Gilets jaunes qui continuent d'inviter Chouard aux quatre coins du pays pour animer débats et ateliers... L'écart entre les pratiques des militants d'extrême gauche et celles des Gilets jaunes est ici flagrant.

Une saloperie d'influence ?

Nous avons jusqu'à présent évoqué l'échec politique des organisations d'extrême droite plus ou moins traditionnelles dans leur tentative de peser sur la mobilisation des Gilets jaunes et d'y introduire des préoccupations qui s'avèrent en décalage avec elle, en particulier la question migratoire. Nous y revenons une dernière fois aux « fascistes » afin d'aborder un sujet plus épineux et d'une appréhension malaisée, mais qui nous paraît devoir être traité à part : celui de la galaxie Soral/Dieudonné et de son éventuel rapport avec le mouvement des ronds-points et, par là même, la question de l'antisémitisme.

L'organisation créée en 2007 autour d'Alain Soral, Égalité et Réconciliation (E&R), est en marge de l'extrême droite traditionnelle notamment du fait de la doctrine politique fluctuante qu'elle développe et qui s'avère d'un confusionnisme particulièrement baroque et déroutant ; son aspect organisationnel étant particulièrement réduit, son activité relève davantage de celle d'un *think tank* qui cherche à se donner une allure subversive et contre-culturelle.

La forme qu'a prise la mobilisation des Gilets jaunes ne lui doit rien et ne lui fait évidemment pas référence. Néanmoins, on peut constater avec surprise que les impasses dans lesquelles le mouvement est englué font écho aux thèses que développe Soral depuis des années via ses livres et vidéos⁴¹. Davantage que tout autre responsable d'extrême droite, il pense avoir trouvé dans les Gilets jaunes une validation de ses théories et de ses prédictions, à savoir une expression de la lutte des classes qui oppose, selon lui⁴² : d'un côté le « système » identifié au grand capital et à une oligarchie financière « *judéo-protestante* » internationale et sioniste, localement représenté par la « *communauté [juive] organisée* », auquel se rattachent « *prédateurs* » et autres « *parasites* », en particulier la « *gauche sociétale alliée à la droite du capital* » ; de l'autre, le « *monde de la production* », c'est-à-dire les prolétaires/classes moyennes/petits patrons (c'est-à-dire « *le peuple* ») ; la révolte de ces derniers devant allier « *droite des valeurs et gauche du travail* », Maurras et Marx⁴³. Ce que le mouvement des Gilets jaunes charrie de plus négatif pourrait être condensé et

41 Son ouvrage de référence, *Comprendre l'Empire. Demain la gouvernance globale ou la révolte des Nations ?* (Éditions Blanche, 2011, 237 p.) se serait vendu en quatre années, et malgré l'absence de promotion dans les grands médias, à plus de 100 000 exemplaires.

42 Rappelons ici que Soral se revendique d'une formation théorique marxiste à laquelle il a ajouté de fortes doses de Proudhon, Sorel ou Maurras ; il a d'ailleurs été membre du PCF dans les années 1990 et se réclame de l'héritage intellectuel du stalinien Michel Clouscard.

43 Révolte devant aussi allier « Français de souche » et Français musulmans « *au nom de l'amour commun de la France* » en un véritable « *front de la foi* ». Cet aspect, longtemps présenté comme central par Soral, a depuis quelque temps été mis en veilleuse.

caricaturé à l'extrême dans cette description.

Pour beaucoup, il ne s'agit là que d'ineptes élucubrations, pourtant, le site internet d'E&R est, parmi ceux à vocation politique, le plus fréquenté de France avec plus de sept millions de visites par mois. Mais son message est également promu par Dieudonné. Au travers des spectacles et des vidéos de l'humoriste et homme politique, ce type de discours antisémite touche une frange de jeunes prolétaires « dégoûtés » du « système », notamment dans les quartiers dits populaires⁴⁴.

Si pour les militants de gauche Dieudonné est devenu une sorte de nazi franco-camerounais, il faut se rendre compte qu'il est toujours considéré par une large part de la population comme un simple humoriste, voire comme un humoriste « anti-système »⁴⁵ et qu'il remplit les salles à chacune de ses tournées. Ses spectacles et ses vidéos ne sont d'ailleurs pas aussi bêtement construits que beaucoup le croient et ils peuvent être appréhendés à plusieurs niveaux. En réalité, seule une frange (difficilement quantifiable) de son public adhère, à divers degrés, au discours politique sous-jacent de ses spectacles ou plus clairement énoncé dans ses vidéos. Il peut être vu comme un résumé « pour les nuls » des théories de Soral : une critique du « système », des banques, des médias, etc., sous un angle qui mêle allégrement antisémitisme et antisionisme, et qui recoupe certains discours pro-palestiniens et anti-impérialistes. Si les initiés repèrent les allusions sous forme de clins d'œil qui rythment les différents sketches de Dieudonné, le public lambda passe à côté, comprenant tout au plus que le comique critique *certain*s juifs⁴⁶, ceux qui sont censés contrôler les médias ou la finance. Le discours soralien de base bénéficie de la sorte d'une très large audience. Néanmoins, pour prévenir d'éventuelles poursuites judiciaires, il semble que ses derniers spectacles soient devenus moins virulents, ce que regrettent les plus convaincus de ses spectateurs ; cette prudence est également sensible dans ses vidéos depuis quelques années. S'il y règle ses comptes et fait la promotion de ses produits, Dieudonné le fait désormais sur un ton appelant à la paix, la réconciliation, le pardon ou le dialogue, ce qui finit de déboussole les spectateurs les moins perspicaces. Quid des Gilets jaunes ? Depuis le 17 novembre, Dieudonné se présente comme un soutien inconditionnel du mouvement. Il réalise sur le sujet plus d'une trentaine de vidéos – qui chacune font entre 200 000 et 400 000 vues ne serait-ce que sur Youtube, un score habituel pour lui mais qui est bien supérieur à celui que font par exemple les vidéos de Jean-Luc Mélenchon) – et, très rapidement, il commercialise des chasubles jaunes sérigraphiées à ses couleurs, l'ananas et la quenelle⁴⁷. Si il semble que de nombreux spectateurs de « Dieudo » participent à la mobilisation des Gilets jaunes, lui-même ne se rend qu'à une ou deux reprises sur des ronds-points où il est chaleureusement accueilli (il y disposait sans doute déjà de contacts). S'il est impossible de *mesurer* l'influence des propos de Dieudonné sur le mouvement, on peut toutefois avancer qu'elle reste extrêmement marginale. On peut certes voir, de temps à autres, des Gilets jaunes faire le geste de la quenelle – signe anti-système pour les fans de Dieudonné, forcément antisémite pour ses détracteurs –, mais combien ses fans sont-ils au total en France ? Quelques dizaines ou quelques centaines ? Il faut être conscient que l'attention « antifasciste » qu'on y prête a

44 Où Soral jouit d'un large écho. Un ami, nous racontait il y a peu, en plaisantant amèrement, son quotidien de militant antifasciste dans une ville moyenne de province : « *Dans mon quartier ? Mais tout le monde est fasciste ! 90 % de mes potes y sont antisémites et à fond sur Soral...* ». En 2013-2014, E&R a joué, dans ces quartiers, un rôle dans la mobilisation contre le mariage homosexuel et la « théorie du genre ».

45 Y compris, encore aujourd'hui, aux marges de l'extrême gauche où son discours est acceptée car jugé antisionniste.

46 Pour se dédouaner, Soral utilise des termes précautionneux tels que « *communauté organisée* » (les juifs puissants et complotant) ou « *juifs du quotidien* » (qui eux ne seraient pas critiqués), ce qui n'empêche pas ses condamnations régulières par la Justice.

47 Le geste de la quenelle est popularisé par Dieudonné à partir de 2005 ; il devient un signe de reconnaissance pour ses fans. Ayant au départ le sens de « je te la fous jusque-là », il prend avec le temps une signification « anti-système » assez floue. Mais, pour une partie de ses pratiquants, il vise implicitement les tenants présumés de ce système, les juifs et Israël. Dieudonné a également composé une chanson sur ce thème, devenue une sorte d'hymne pour ses partisans.

sans doute un aspect déformant sur la réalité du phénomène. C'est à l'occasion de la manifestation du 22 décembre que les grands médias font pour la première fois le lien entre Gilets jaunes et l'humoriste lorsqu'un petit groupe de manifestants est filmé en train de chanter *La Quenelle* devant le Sacré-Cœur, à Montmartre. Mais, alors que les rangs des Gilets jaunes s'étiolent, la visibilité de ses fans s'accroît proportionnellement et attire encore davantage l'attention des militants et des médias. D'autant plus que durant la même période Dieudonné réalise une tournée à travers l'Hexagone ; quelques chasubles ananas apparaissent parfois dans les manifestations au lendemain de son passage dans une ville. Se préparant à récolter quelques morceaux du cadavre de la mobilisation, Soral et Dieudonné appellent à partir de mars, au regroupement des Gilets jaunes dans un « *canal historique* », rien moins que sous la bannière de Jésus Christ désormais considéré comme le premier Gilet jaune ! Une initiative qui n'a aucun impact sur le mouvement et ne se concrétise nulle part.

En février 2019, alors qu'une phase de décomposition du mouvement s'entame, une nouvelle campagne politico-médiatique vise à associer divers actes antisémites (tags, profanations de cimetières) aux Gilets jaunes, sans grand succès de par la grossièreté du procédé. Les insultes proférées par des manifestants contre l'écrivain et chroniqueur de France Culture Alain Finkielkraut arrivent alors à point nommé (16 février). Si la réaction majoritaire chez les Gilets jaunes semble surtout de ne voir là qu'un épiphénomène – et d'ailleurs « qui est ce Finkielkraut ? » – une partie de l'extrême gauche y trouve un terrain d'expression bien plus en adéquation avec sa nature, celui de la récupération politique. D'où, le 19 février, une manifestation à Ménilmontant « *contre l'antisémitisme et son instrumentalisation* » où se côtoient NPA, UJFP, Action antifasciste Paris-banlieue, Comité Adama, Campagne BDS France, Parti des Indigènes de la République, etc. Le texte d'appel à la manifestation⁴⁸ – qui relève d'avantage de l'uchronie que de l'analyse politique – explique que l'antisémitisme et le racisme sont causés par un regain du « *racisme identitaire rappelant celui de l'entre-deux-guerres* » et portés par « *une extrême-droite nostalgique du nazisme* » ; quant au gouvernement, vecteur d'un « *racisme structurel* », et à la classe politique, ils sont tout bonnement renvoyés à la Collaboration et la France de Vichy. Et de préciser, pour ceux qui auraient encore un doute, que la montée de l'antisémitisme en France n'a rien à voir avec le « *communautarisme musulman* ». Quant à l'instrumentalisation, elle aurait pour objet de « *salir les Gilets jaunes* » qui sont désormais exempts de toute critique puisque, comme le signale le texte, « *politiquement, mais aussi physiquement, les groupes d'extrême-droite sont mis à l'écart* ». Certains militants d'extrême gauche considérant que l'*happy hour* du mouvement des Gilets jaunes a sonné, ils n'apprécient en effet pas d'être ainsi qualifiés d'antisémites... De façon étonnante, le texte énonce que « *l'antisémitisme est une affaire bien trop grave pour la laisser à celles et ceux qui [les gouvernants], jour après jour, s'emploient à stigmatiser et à réprimer les minorités* »... comprenne qui pourra. Quant au communiqué du NPA, du 18 février, s'il expose que l'incident avec Finkielkraut a eu lieu « *en marge d'une manifestation des Gilets jaunes* », il affirme que, dans la lutte contre « *la haine* », il est « *indispensable de ne pas avoir l'indignation à géométrie variable et la récupération facile* »... une phrase qui ne vise pas, comme on pourrait le penser, les organisations politiques, mais les membres du gouvernement.

On peut dès lors se demander si, pour quelques personnes, il ne s'agit pas tant de dénoncer l'antisémitisme que son « *instrumentalisation* », afin de ne surtout pas heurter les groupes sociaux sur lesquels ils souhaitent influencer, qu'ils soient habitants des « *quartiers populaires* » ou Gilets jaunes. Nous pensons notamment à certains militants, membres des

48 « Contre les actes antisémites, contre leur instrumentalisation, pour le combat contre toutes les formes de racisme », appel signé par diverses organisations, UJFP, PIR, Collectif Rosa Parks, ATMF, FTCT, Femmes plurielles, Fondation Frantz Fanon, AFPS 63, Action Antifasciste Paris-Banlieue, NPA, etc. et par de nombreux intellectuels dont Toni Negri, Eric Hazan, Christine Delphy ou François Burgat.

classes moyennes cultivées/politisées, qui considèrent que les prolos des champs et ceux des banlieues sont *par nature* antisémites, les uns par manque de culture, les autres parce qu'on les imagine musulmans... Un argument qui vaudrait comme une excuse et qui ouvre la voie à toutes les compromissions.

Par-delà le spectacle et les discours parisiens, localement, c'est la galère : si des antifas, parce qu'ils sont en assez grand nombre, peuvent casser la gueule d'un Gilet jaune qui vient de faire une quenelle dans une manifestation, certains militants s'essayent à une absconse pédagogie et, dans d'autres cas, d'autres évitent d'apporter une critique, tels ces membres du NPA qui ferment les yeux sur les chasubles ananas de leurs nouveaux copains... Pour recruter, certains sont parfois prêts à tout.

Il est vrai qu'*apporter* la contradiction n'est pas aisé. Les Gilets jaunes sont en effet désespérants lorsque, très souvent, ils ne voient pas en quoi les références à Dieudonné sont gênantes ; davantage que le nombre de gilets ananas, c'est bien cette incompréhension qui est problématique. Le discours de l'humoriste se voulant apaisé et rassembleur, simplement critique des banques et des médias, il n'est pas, au premier degré, perçu comme diviseur. C'est par contre le cas de celui qui tente péniblement d'expliquer en quoi l'ananas est un symbole fasciste à bannir. Les condamnations morales de Dieudonné n'ont que peu ou pas d'effet sur les Gilets jaunes, et le décrire comme un nazi ne fonctionne pas non plus.

À Commercy, durant l'Assemblée des assemblées : « *Un jeune de la cabane, qui avait picolé, s'est mis à chanter bien fort "Macron, la sens-tu, la quenelle, dans ton cul..." Sept à huit personnes se sont jetées sur lui, au sens propre, et un barbu lui a plaqué la main sur la bouche pour le faire taire. Il ne comprenait pas du tout pourquoi. Du coup, le même barbu s'est fait pédagogue : "C'est un chant fasciste. Tu chantes pas ça." Stupéfait, le même est sorti fumer une clope avec ses potes cabaneux. Il valait mieux aller en boîte à leur sens.* »⁴⁹

Le rôle fondamental de l'antisémitisme moderne (depuis la rédaction par la police secrète tsariste des *Protocoles des Sages de Sion*), un rôle incapacitant et détournant de la contestation sociale, est ici manifeste. De ce point de vue, Dieudonné n'est pas tant la cause que le symptôme d'une crise plus profonde. L'incessante critique des banques et de la finance internationale à laquelle se livrent les Gilets jaunes trouve *en partie* son origine dans l'imaginaire collectif antisémite forgé sur internet qui, bien que se voulant moderne, intello et subversif, n'est qu'un replâtrage des vieux poncifs sur les juifs et la banque.

« *Dans cette optique, qui fait la part belle à l'équilibre économique pourvu qu'il soit bien géré, ce qu'il y a de mauvais dans l'économie ne peut être apporté que de l'extérieur : l'État fiscal, l'Union européenne, la « Finance » « cosmopolite » (et derrière sont parfois désignés les « juifs » et les « Illuminati »), les immigrés. La mécompréhension ou le refus d'admettre cette criante vérité que c'est le capitalisme – comme système de production de la richesse à partir de l'exploitation du travail humain – qui est en crise, ouvre grand la porte aux formes réactionnaires de sauvegarde de l'ordre en place. Dix ans d'activisme d'extrême droite sur internet pèsent lourdement sur ce suicidaire état de confusion dans lequel nombre de Gilets jaunes croient discerner une solution à leurs maux.* »⁵⁰

L'hégémonie culturelle de l'extrême droite sur internet s'est forgée au fil des années,

49 Pierre Souchon, « Cindy, je t'écris de Commercy », *CQFD*, n° 174, mars 2019, p. 5.

50 « Appel de "Gilets Jaunes" de l'Est Parisien », 18 janvier 2019.

notamment via les thèmes conspirationnistes en tout genre, des francs-maçons⁵¹ aux Illuminati, qui participent du développement d'une contre-culture populaire – interclassiste, mais à laquelle les prolétaires sont particulièrement sensibles – qui favorise l'éclosion d'une fausse conscience dans une fraction, certes très marginale mais très visible, des jeunes prolétaires (notamment parmi ceux de confession ou de culture musulmane). Dans cette galaxie confusionniste, Soral et Dieudonné sont deux pôles importants dont on perçoit occasionnellement des traces dans le mouvement des Gilets jaunes. Leurs récurrentes condamnations en justice sont, pour certains, autant de diplômes officiels de subversion et contribuent à leur succès : si l'État veut les faire taire c'est qu'ils disent la vérité. S'y ajoutent des vidéos de leurs amis ou ex-amis, comme par exemple celles de Vincent Lapierre réalisées dans les manifestations, qui sont parfois très relayées par les Gilets jaunes.

Si des accusations telles que racisme, sexisme ou homophobie, nous semblent pour le moins fantaisistes, relevant davantage d'une stratégie médiatico-étatique de disqualification des Gilets jaunes, la question de l'antisémitisme est d'un autre ordre ; plus sérieuse car reflet de préjugés profondément ancrés dans la société, qui ne sont donc ni nouveaux ni spécifiques au mouvement des ronds-points. Les idées ne mènent pas le monde, elles le reflètent.

Les reculs théoriques et politiques de l'extrême gauche, depuis 20 ans (dans les fourgons d'Attac), ne sont donc ici d'aucun secours, au contraire. Ayant lâché la proie pour l'ombre, la critique du mode de production capitalistes (et en particulier de l'exploitation) pour celle de son aspect financier, des banques, de l'oligarchie, de la presse et des 1 %, ils offrent un terreau idéal à la confusion. Quant à la fixation sur la banque Rothschild, elle est parfois même entretenue par les prétendus intellectuels pro-Gilets jaunes, comme par exemple le député François Ruffin. Cette obsession des banques n'est nouvelle, elle est même récurrente dans l'histoire du mouvement ouvrier mais celui-ci avait au moins l'avantage de ramener la critique pratique du capitalisme sur le lieu de travail, au cœur de l'usine donc, de fait, au rapport social capitaliste, et il s'accompagnait, malgré tout, d'un projet internationaliste. Aujourd'hui la critique sociale a quasiment abandonné ce terrain. Cette présence au sein du mouvement d'un *terrain propice* à l'antisémitisme, ne s'explique pas tant par une *résurgence* des thèmes de l'extrême droite ; elle affleure plus probablement parmi les décombres confus d'un mouvement ouvrier défait. Si les Gilets jaunes ne lisent pas Marx, ils ne lisent pas pour autant Maurras ou Drumont.

Tristan Leoni, juin 2019.

À suivre...

**La suite de ce feuillet sera publiée dans les prochaines semaines
sur <https://ddt21.noblogs.org> ; on peut y trouver les épisodes précédents.**

51 Lors de l'acte XVII (9 mars) à Tarbes, à la fin d'une manifestation nocturne de Gilets jaunes un groupe de plusieurs dizaines de personnes attaquent les locaux de la loge maçonnique du Grand Orient de France, y pénètrent et saccagent les lieux.